



La présidente Karin Keller-Sutter au centre du fiasco des droits de douane

Les négociations entre KKS et Trump ont débouché sur un échec cuisant. Récit d'une opération manquée.

Mischa Aebi,
Arthur Rutishauser
et Adrian Schmidt

Accord raté avec les États-Unis

Cela aurait dû être le chef-d'œuvre de Karin Keller-Sutter en tant que présidente de la Confédération. Ce sera finalement l'échec le plus cuisant de sa carrière politique: l'accord douanier avec Donald Trump a tourné au désastre. Jeudi soir, KKS aurait essayé de raisonner le président américain pendant une demi-heure, jusqu'à ce qu'un SMS arrive de Washington: mettez fin à cette conversation, sinon la situation va empirer.

Les origines du désastre

Tout a commencé par une douche froide. Lors du «Liberation Day» de Trump, le 2 avril, le président américain brandit un panneau: «Switzerland – 31%». Personne ne s'y attendait, mais l'annonce n'a pas provoqué de véritable panique, car beaucoup pariaient encore sur le principe du TACO — «Trump Always Chickens Out». Autrement dit: Trump finit toujours par reculer.

Il s'agissait toutefois de limiter les dégâts. Et, peu après, la présidente de la Confédération a réussi à joindre Trump au téléphone et à le calmer, tout du moins temporairement. Tout le monde, y compris le «New York Times», salue alors le rôle de la présidente suisse dans le report de la mesure tarifaire au 1^{er} août.

Le Conseil fédéral s'est réuni, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de Guy Parmelin a entamé des négociations, et la cheffe du SECO, Helene Budliger, s'est rendue à Washington. Le 25 avril, KKS s'est mise d'accord sur des négociations avec le

ministre des Finances de Trump, Scott Bessent, et le représentant au commerce, Jamieson Greer. Le 9 mai, une rencontre a lieu à Genève, en présence de Guy Parmelin, pendant que les représentants américains négocient en parallèle avec la Chine.

Dans les trois semaines qui suivent, le Conseil fédéral élabore son mandat de négociation. Il y était question de droits de douane de 10% et d'investissements d'entreprises suisses aux États-Unis pour un montant pouvant atteindre 200 milliards de francs.

Puis tout s'est passé très vite: depuis le 4 juillet, l'accord était sur le bureau de Trump, une réunion du cabinet a été annoncée à deux reprises, au cours de laquelle il devait prétendument être approuvé, et la Confédération a à chaque fois préparé une conférence de presse pour dévoiler le contenu de l'accord. Mais, par deux fois, tout capote.

À Berne, l'inquiétude grandit, surtout en constatant que même l'UE a obtenu un accord acceptable. Les négociateurs de la Confédération relancent alors les ministres américains. La réponse tombe le 24 juillet: «De ce que nous savons, vous avez fait de grands progrès dans les négociations, nous vous tiendrons au courant.» Des doutes commencent toutefois à s'installer au SECO au début de la semaine passée. Plusieurs signaux laissent penser que tout ne se passe pas comme prévu.

L'appel téléphonique raté

Karin Keller-Sutter veut alors en avoir le cœur net et insiste pour avoir un autre entretien téléphonique avec Donald Trump. Le rendez-vous a lieu le 31 juillet à 20 heures, heure suisse. Les Américains font attendre la présidente de la Confédération pendant une dizaine de minutes. Le début de la conversation est courtois, on échange des politesses et KKS parle de la fête nationale, qui remonte à 1291. C'est ensuite un Trump de plutôt mauvaise humeur qui entre dans le vif du sujet. Il explique clairement qu'avec un déficit commercial de 39 milliards de dollars, causé par 9 millions de Suisses, un droit de douane de 10% serait tout à fait insuffisant. La Suisse devra donc payer beaucoup plus.

Après cela, il n'est plus question que de ce déficit. Karin Keller-Sutter tente d'expliquer comment on en était arrivé là. Le président américain réagit toujours plus violemment à ces explications, qu'il juge «trop moralisatrices». Puis il évoque des droits de douane supérieurs à 30%. Karin Keller-Sutter, qui n'a alors aucune idée ni aucun mandat pour offrir quoi que ce soit de plus, tente de l'en dissuader. Elle rappelle également à plusieurs reprises l'accord conclu par les négociateurs.

Cela continue ainsi jusqu'à 20 h 38, lorsque Helene Budliger reçoit un SMS de l'entourage de Trump indiquant qu'il vaut mieux mettre fin à la conversation avant qu'elle ne dégénère complètement. Deux minutes plus tard, l'échange est terminé et tout le monde comprend qu'il n'y a pas d'accord. C'est un fiasco. KKS annonce alors l'échec sur X et, deux heures plus tard, la nouvelle arrive de Washington: 39% de droits de douane

pour la Suisse.

Un dossier trop personnel?

Comment en est-on arrivé là? Au sein de l'administration, on reproche à Keller-Sutter d'avoir monopolisé le dossier. Elle aurait abordé l'entretien avec Trump de manière naïve, sans plan B, sans idée de ce qu'elle pourrait lui proposer si les choses tournaient mal. Certes, elle n'avait pas de mandat du Conseil fédéral mais, justement, on ne peut pas aborder un entretien avec Trump dans ces conditions, estime ses détracteurs.

Le SECO doit désormais reprendre les rênes et commencer par faire le point sur la situation. Une réunion extraordinaire du Conseil fédéral est prévue dès ce lundi, à distance via la messagerie instantanée chiffrée Threema.

Une question se pose maintenant: que faut-il proposer? Trump ne cédera pas si facilement. Rahul Sahgal, directeur de la Chambre de commerce Suisse-États-Unis, estime qu'il serait judicieux d'élargir le mandat de négociation. Il faudrait donc inclure la coopération militaire et discuter du commerce de l'or, qui est responsable d'une grande partie du déficit commercial. Il n'apporte en réalité pas grand-chose à la Suisse, qui ne fait que refondre l'or en lingots d'un kilo afin qu'il corresponde au système de poids américain basé sur l'once. Cela pourrait facilement être évité par un droit d'exportation ou d'autres mesures.

Selon certaines informations, Berne serait prête à sacrifier la fonte de l'or si cela facilitait la conclusion d'un accord avec les États-Unis.

Un autre problème est celui de l'industrie pharmaceutique, c'est-à-dire Roche et Novartis, dont les Américains parlent sans



cesse. Paradoxalement, elle est jusqu'à présent exemptée des droits de douane, tout comme le commerce de l'or d'ailleurs. Pour les produits pharmaceutiques, la raison est la suivante: les prix des médicaments sont inclus dans l'indice des prix américain. Si Trump impose des droits de douane sur ces produits, il ne provoquera pas seulement une hausse des coûts de la santé, mais aussi une hausse de l'inflation, ce qu'il doit éviter à tout prix.

Exigences supplémentaires

Et si Trump demande que les médicaments soient moins chers, cela relève de la compétence de l'industrie pharmaceutique. Une autre mesure relève de la compétence de la Confédération: la suspension des impôts minimaux de l'OCDE, qui irritent les entreprises américaines ayant leur siège en Suisse. Depuis qu'il est clair que Singapour ne les applique pas plus que les États-Unis, il ne s'agit en fait plus que d'un impôt minimum de l'UE,

auquel la Suisse se conforme également.

Si cet impôt est mis en place, les entreprises américaines se retireront, estime M. Sahgal, qui exhorte donc la Confédération à agir de toute urgence. Il y a une autre raison pour laquelle cet impôt provoque un conflit avec les États-Unis: lorsqu'une entreprise suisse bénéficie d'un taux spécial temporaire de 9% pour l'implantation de sites de production, comme c'est souvent le cas, l'État suisse per-

çoit la différence de 6% par rapport à l'impôt minimum. Ce que les Américains n'acceptent pas non plus.



La présidente de la Confédération pendant sa déclaration sur le thème des impôts américains sur la prairie du Grütli. Keystone/Urs Flüeler

Traduction: Julien Culet

Le SECO doit désormais reprendre les rênes et commencer par faire le point sur la situation. Une réunion extraordinaire du Conseil fédéral est prévue dès ce lundi.